

## BOUMERDES

## Des difficultés et des ambitions dans la commune de Corso

En dépit d'une gouvernance locale relativement bonne, force est de constater que la commune de Corso, dans la wilaya de Boumerdes, est confrontée à des difficultés de gestion qu'elle ne pourrait dépasser sans l'intervention des institutions régionales et de l'Etat. Deux raisons font que ces difficultés iront sans aucun doute en s'aggravant dans cette localité qui dépend de la daïra du chef-lieu de wilaya d'ex-Rocher Noir.

Sa proximité avec l'agglomération de Boumerdes est un facteur d'une urbanisation tous azimuts de cette agglomération balnéaire, par conséquent d'accroissement démographique. En contrepartie, l'effondrement du tissu industriel local a entraîné dans son sillage la chute vertigineuse du budget de cette municipalité, revenus qui ont été divisés par quatre. "Il était de 12 milliards de centimes en 2 000 et 2001 ; actuellement nous arrivons avec peine à réunir 3,5 milliards de centimes", nous a affirmé le P/APC, Reraoui Mustapha, élu sur la liste FLN.

En effet, le complexe de l'Eriad qui employait 650 travailleurs a fermé ses portes vers la fin de l'année écoulée. C'est le cas aussi de l'usine de briques de Berrahmoune. Les unités Enafroid et ex-Onaco ont été mises en faillite depuis longtemps.

Cet appauvrissement des finances de l'APC se répercute

quotidiennement, malheureusement, sur la qualité de vie des populations de la commune.

A l'exemple de l'accumulation des ordures ménagères à proximité des chalets de Berrahmoune, au sud, et de Cassio, à l'ouest de la ville, que nous n'avions pas à faire remarquer, le premier magistrat de la commune ne peut qu'amèrement dire : "Nous n'avons qu'un effectif de dix agents, deux tracteurs et un camion pour le nettoyage quotidien. Nous ne pouvons ni recruter ni payer les salaires encore moins acheter des véhicules. La solution est attendue de la wilaya." A première vue, une quarantaine de personnes et plusieurs véhicules sont nécessaires pour la propreté de Corso qui abrite en plus de sa population, estimée à environ 18 000 habitants, la cité universitaire de 2 000 places.

Fort heureusement, dans les autres secteurs, l'Etat a fait, il faut en convenir, des efforts notamment en ce qui concerne la prise en charge des séismes de la ville. La ville, rappelle M. Reraoui, a dénombré plus de 200 morts et des destructions massives des habitations. Mises à part les interférences de certains responsables qui ont fait profiter leurs proches à l'occasion, les sinistrés de cette localité ont été convenablement pris en charge. Les premiers chalets de la wilaya de Boumerdes à être occupés par les victimes du séisme ont été,

rappelons-le, ceux de Berrahmoune.

D'ailleurs, les autorités n'ont pas manqué de faire visiter ce site à M. Sakorzy, ministre français de l'Intérieur, lors de sa venue dans la wilaya de Boumerdes en 2004.

Pour rappel, 1 407 chalets ont été implantés dans trois sites. La commune a été également la première, au niveau national, à distribuer des logements en dur, qui ont été construits dans le cadre du programme d'urgence, aux rescapés de la catastrophe de 2003. "Il nous reste une centaine de logements à distribuer et il se trouve justement qu'environ une centaine de familles issues de l'éclatement des fiches de recensement des sinistrés ou qui occupaient des logements de fonction ainsi que des anciens locataires et les copropriétaires ne sont toujours pas relogés. Notre souhait est de répartir ces habitations à ces familles pour solutionner définitivement le problème du relogement des sinistrés de notre commune", avoue le P/APC. Dans le secteur de l'habitat, justement, plusieurs projets sont en cours de réalisation ou seront mis en chantier sous peu, 426 logements LSP sont en construction. L'AADL va lancer de son côté environ 400 unités à côté de la cité universitaire. Par ailleurs, la commune a bénéficié dans le cadre du logement rural de 276 unités.

Afin de résoudre l'écueil de l'acte de propriété, document exigé pour l'attribution de l'aide de l'Etat, et dont la plupart des bénéficiaires de cette aide n'en disposent pas, l'APC a demandé à la wilaya un financement pour l'aménagement du site prévu pour la construction de chalets où, selon M. Reraoui, toutes les commodités ont été préparées (assainissement, AEP, électricité, route) en vue d'attribuer des parcelles d'une centaine de mètres carrés chacune aux bénéficiaires de ces aides. "Ainsi, nous pouvons résoudre le problème de l'acte de propriété qui se pose aux attributaires, rentabiliser un investissement et éliminer une partie de l'habitat précaire", estime le chef de l'exécutif communal de Corso. Le premier magistrat de Corso nous a fait visiter longuement les réalisations et les projets en cours dans sa commune. Première escale Haouch Guedouari (ex-Brok). La route de 2,5 km a été refaite

à neuf. Coût de l'opération : 1,2 milliard de centimes. Dans le même village, l'école, fautive d'effectif, ne sera ouverte d'après notre guide, que l'année prochaine. Aux cités populaires de la zone urbaine sud de Hai Boudiaf, d'importants travaux sont lancés. Construction de trottoirs et bordures, éclairage public, réfection et bitumage des rues. Ces travaux réhabiliteront des quartiers de plusieurs milliers de résidents.

Au passage, nous rendons visite au chantier qui vient à peine de s'installer pour la construction d'un lycée de 1 000 places. Plus loin, c'est le chef de chantier d'un ensemble culturel et sportif, objet d'un don d'une ONG française, qui nous reçoit. Les travaux sont en cours de finition. Un autre centre social pour femmes, financé par l'argent d'une association algérienne, attend également son inauguration et un autre centre culturel est en voie de finition. Il a coûté plusieurs milliards financés sur le PSD. La municipalité a aussi engagé des actions dans les secteurs de l'hydraulique, l'assainissement, le développement en général, en direction notamment des villages de la commune. Incontestablement, Corso subira, à moyen terme, des mutations importantes. Deux projets à caractère régional donneront, en effet, une autre dimension à cette commune. L'élargissement de la RN24 et la construction, en cours, de l'évitement par le sud de cette agglomération permettront de revaloriser le potentiel touristique des plages et des ZET de la localité. De même que le portefeuille foncier connaîtra un accroissement assez important permettant l'expansion de la ville. En second lieu, le nouvel hôpital ultra-moderne de 120 lits et dont les travaux de réalisation seront lancés au mois de mars 2007 aura, par la qualité des équipements qui y seront installés et les soins qui y seront prodigués, dit-on, une envergure nationale. Les prochaines générations d'élus locaux qui prendront en charge la gestion de leur cité auront le défi de maintenir le développement local à un rythme soutenu pour rattraper le retard. Ils devront par ailleurs préserver l'identité et la personnalité de leur ville, faute de quoi celle-ci ne sera à long terme qu'une simple périphérie de la ville de Boumerdes.

Abachi L.

## ALGER

200 LSP DE ROUBA  
Sit-in aujourd'hui des bénéficiaires devant l'OPGI de Dar-El-Beïda

Cinq années après son lancement, le projet de réalisation des 200 logements sociaux participatifs de Rouiba n'a toujours pas été réceptionné et les bénéficiaires n'ont pas encore eu la joie d'occuper leur logement. Des représentants des bénéficiaires, qui se sont présentés hier à notre rédaction, estiment que "l'OPGI de Dar-El-Beïda manque de volonté pour achever les travaux" malgré les assurances de son directeur. Ce dernier s'est en effet engagé lors d'une réunion tenue le 21 décembre 2005 en présence des représentants de la Direction du logement de la wilaya d'Alger, de la Caisse nationale du logement, du vice-président de l'APC de Rouiba et des bénéficiaires à livrer la tranche des 140 logements de l'ex-SNTV, le 30 juin 2006, et celle des 60 logements de la cité des Roses en septembre 2006. S'agissant des actes de propriété, le représentant de l'OPGI de Dar-El-Beïda a également affirmé lors de cette même réunion, que "les actes de propriété pour les 140 logements seront remis par le notaire dans un délai d'une semaine soit vers la fin décembre 2005". Alors que l'APC de Rouiba a exprimé sa volonté de prendre en charge les travaux de VRD. Toutefois, plus d'une année après cette réunion, rien n'a réellement bougé au niveau des deux sites (cité des Roses et ex-SNTV) composant le chantier des 200 LSP même si pour la tranche des "124 logements, l'avancement des travaux est à 80%" à en croire les bénéficiaires. Devant cet état de fait, et au-delà des aspects techniques et autres procédures d'ordre bureaucratique, les malheureux bénéficiaires comptent tenir aujourd'hui un sit-in de protestation devant le siège de l'OPGI de Dar-El-Beïda pour faire pression sur cette administration et en vue d'occuper leurs appartements le plus tôt possible.

Lotfi Mérad

## MEDEA

## La Gendarmerie nationale dresse son bilan

Le commandement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Médéa a fait part de la situation en matière de délits et autres infractions ainsi que des activités de cette structure et celles des brigades implantées à travers tout le territoire de la wilaya de Médéa pour l'année 2006. Le bilan présenté et argumenté fait ressortir les chiffres et les efforts déployés par la Gendarmerie nationale pour le respect de la loi et la protection des personnes et leurs biens. Comparativement aux précédentes années, la situation sécuritaire s'est améliorée progressivement. Les différentes opérations menées ont permis des saisies importantes (voitures, cigarettes, boissons alcoolisées, etc.).

L'autre volet traité concerne la circulation routière qui fait ressortir 19 551 délits et 39 855 infractions assortis de 42 013 amendes forfaitaires. Toujours dans le même chapitre, le commandement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Médéa parlera du bilan des accidents qui est en baisse par rapport à l'année 2005.

Hamid Sahnoun

## TIZI OUZOU

## Bientôt un nouveau siège pour Mechtras

A l'instar des deux autres communes rurales rattachées administrativement à la daïra de Boghni, à savoir Bounouh et Assi Youcef, Mechtras souffre de l'inexistence d'un siège d'APC qui offrirait un minimum de conditions de travail aux employés et partant, de prestations de service aux citoyens.

Mais comme les deux communes voisines précitées, Mechtras a bénéficié de l'autorisation de construction d'un nouveau siège d'APC. D'après M. Halliche, le maire de Mechtras, l'étude du projet, dont le montant s'élève à quelque 2 milliards des centimes, a été finalisée. Il s'agit d'ériger un immeuble de trois étages qui présente des caractéristiques d'esthétisme

et de fonctionnalité avec des locaux spacieux et adaptés aux missions de service public dévolues à l'APC.

M. Ighebiouen, vice-président de l'APC, espère que la réalisation du nouveau siège, qui sera implanté à l'ex-SAS, soit accompagnée par la modernisation des équipements avec notamment une nouvelle dotation en mobilier de bureau et matériel informatique.

D'après les membres de l'exécutif communal, le nouveau siège permettra d'améliorer les conditions d'accueil des citoyens. "L'actuel siège date de l'ère coloniale et cinq à six fonctionnaires s'installent dans un même bureau", nous a déclaré M. Halliche.

A. A. Y.

## Le nouveau maire de Zemmouri installé

Bendou Mohamed, 57 ans, ancien cadre supérieur en retraite, a été installé la semaine écoulée à la tête de l'exécutif de l'Assemblée populaire communale de la ville de Zemmouri dans la wilaya de Boumerdes. M. Bendou, qui est issu d'une famille d'anciens pêcheurs bien établie dans la région, remplace Dramchini Boualem élu le 28 décembre 2006 au Sénat. Cette commune balnéaire d'une quinzaine de milliers d'habitants, à vocation agricole et aquacole, a été connue à l'échelle internationale, malheureusement, pour avoir été l'épicentre du terrible séisme en 2003 qui a ravagé toute la wilaya.

C'est une majorité du RND qui gère la localité. Rencontré à la fête que donnait le nouveau sénateur, ce jeudi, à l'hôtel Soummam, M. Bendou se dit engagé à poursuivre la réalisation du développement de la commune "d'autant plus que la gestion de l'après-séisme tire à sa fin". A la question sur l'éventualité de se porter de nouveau candidat à la prochaine mandature, il s'est montré indécis.

"J'avais abandonné la cigarette que j'ai été contraint de reprendre après la catastrophe que nous avons vécue", nous a-t-il confié, pour dire aussi que la tâche est ardue dans une localité qui traîne, à l'instar d'autres municipalités, d'énormes problèmes et étant dépourvue de moyens financiers.

A. L.

## AGHRIBS

## Naissance d'un bulletin d'informations locales

La commune des Aghrifs vient d'innover en signant une nouvelle manière d'informer les citoyens, et ce, en éditant un bulletin mensuel d'informations locales. Une nouvelle ère vient de s'ouvrir pour les administrés qui auront, à l'occasion, le loisir de décortiquer la gestion locale à travers l'*Echos d'Aghrifs*. Il est question, dans ce premier numéro, de PCD, de programmes, agrémentés d'une interview de l'actuel maire, M. Imèche. Ce dernier relate les péripéties de son année de gestion, mais aussi de l'affaire de Fréha qui a pris un espace consacré à l'analyse des faits.

Il n'en demeure pas moins que ce numéro se démarque

sensiblement de la gymnastique des chiffres car, au-delà des projets et des bilans, les rédacteurs se sont autorisés une incursion dans le vécu et le quotidien de la localité en évoquant mœurs et coutumes instillées dans les veines des plus âgés mais oubliées par les plus jeunes ou simplement délibérément mises de côté. Il y est fait mention du rite de la pluie, savamment décrit par son rapporteur, que la sécheresse de ces derniers mois avait détérioré pour le porter sur la scène des interprétations au gré des admirations, des réticences et des sans-avers.

Sur 8 pages, divers sujets sur les transformations socioculturelles témoignent, selon le bul-

letin, de l'intrusion et l'irruption d'un nouveau discours religieux étranger à notre société. Comme le cas lors de la dernière *waada* organisée annuellement dans les villages Tazerout et Imkhef où les jactances de certains ont failli tout annuler.

L'environnement, à son tour, n'est pas en reste puisqu'il a fait l'objet d'une page entière tirant la sonnette d'alarme d'une déforestation accrue notamment de la forêt de Tamgout. Succinctement, les auteurs ont évoqué le passé de ce massif, "autrefois gisement de ressources naturelles en bois et liège", traversant ainsi des siècles dont les histoires jalonnent le vécu local sont parve-

nues aux temps présents.

*Echos d'Aghrifs* se veut aussi une tribune pour tout combat démocratique. L'éditorial dont le titre évocateur "La leçon de novembre" dénote d'un état d'esprit résolument tourné vers les idéaux consacrés par les élections partielles du 24 novembre 2005, et ce, en "contrecarrant le projet diabolique du pouvoir visant à l'annihilation de tous les acquis démocratiques". Aussi la lecture de ce titre n'est pas sans nous suggérer une volonté d'invoquer des repères historiques. A coup sûr, il s'agit là d'une connotation délibérément entretenue.

F. B.